

Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural
Ministère de la Santé
OSQCA

Sécurité Alimentaire

Création de l'OSQCA par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Déve- loppement rural et le Ministère de la Santé

Le Gouvernement avait décidé en mars 2007 de créer l'Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (**OSQCA**), dans le cadre de la mise en application de la réglementation européenne en matière de sécurité alimentaire qui suit la nouvelle approche de la Commission européenne.

Chargé de la **coordination des activités de contrôle officiel des denrées alimentaires et de la sécurité alimentaire**

en général, l'OSQCA contribue à travers l'élaboration et la mise en application d'un plan de contrôle pluriannuel intégré unique à une harmonisation des procédures de contrôle officiel dans les différentes administrations.



Par l'établissement de systèmes de contrôle nationaux, l'OSQCA vise à simplifier les activités de contrôle de manière à garantir que les contrôles soient proportionnés et adaptés comme requis par la réglementation européenne.

Il s'agit d'un instrument grâce auquel les administrations compétentes et les entreprises du secteur agro-alimentaire peuvent réaliser ensemble une gestion des risques efficace et à la hauteur des attentes du consommateur.

Le groupe de travail ad hoc «Alimentation» au sein du CNSAE a conclu sur les simplifica- tions administratives suivantes :

Suite aux constatations faites par le groupe de travail, le rappel suivant concernant la mise en place et la portée d'un système de traçabilité au sein des entreprises a été transmis aux administrations compétentes chargées du contrôle de la sécurité alimentaire :

Sans préjudice des règles spécifiques du secteur et des règlements fixant des normes de commercialisation et de qualité de certains produits, la réglementation dans le cadre de la sécurité

de la chaîne alimentaire n'exige pas expressément des exploitants d'établir un lien (i.e. la traçabilité interne) entre les produits entrants et sortants.

Cependant, l'existence d'un système de **traçabilité interne du marché** contribuera à des retraits de produits plus ciblés et précis.

Des systèmes de traçabilité livrent également des informations utiles au processus de contrôle et de gestion des stocks. Le fait d'adopter ou non un système de traçabilité interne et le degré de détail de celui-ci reste la décision et la responsabilité de l'exploitant de l'établissement en mesure de la taille et de la nature de l'exploitation du secteur alimentaire. La mise en place des composantes de traçabilité fournisseur ou ascendante et de la traçabilité client ou descendante est obligatoire.

Le **guide d'interprétation** du règlement CE n° 178/2002 fixant les procédures relatives à la sécurité de la chaîne alimentaire publié par la cellule de concertation agriculture-santé en septembre 2005 donne des précisions adéquates quant

à la mise en place d'un système de traçabilité. Lien Internet:

http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/denrees_alimentaires/guide_tracabilite/index.html

L'OSQCA publie régulièrement des informations sur les évolutions en matière de sécurité alimentaire dans les périodiques des organisations professionnelles et sur le portail

www.entreprises.lu

Dans ce cadre OSQCA participe activement à la mise en place d'un guichet unique. Les informations en la matière sont accessibles sur le portail de la sécurité alimentaire:

www.securite-alimentaire.lu

Les travaux de **réforme de la loi du 25 septembre 1953** ayant pour objet la **réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels** sont en cours au Ministère de la Santé et auront pour but d'améliorer la coordination des organes de contrôles alimentaires.



Il est prévu de créer un service spécial du contrôle des denrées alimentaires auprès de la Direction de la Santé. Par ailleurs, en 2009, l'OSQCA organisera avec les administrations compétentes chargées du contrôle officiel des séances d'information sur la sécurité alimentaire dans les chambres et fédérations concernées.